



Fédération Syndicale Unitaire

Agora

Bulletin trimestriel de la FSU Gironde N° 95 de décembre 2018

fsu33.fsu.fr

SOMMAIRE

- Page 1 : Edito
Page 2 : La FSU dans l'action
Page 3 : Depuis qu'unos rêves sont indexés sur le prix de l'essence
Page 4 : Les raisons de VOTER, FSU



Pour défendre les services publics, La FSU s'engage au quotidien

Les mouvements se multiplient depuis des mois sous des formes variées, et fusionnent parfois, pour contester et dénoncer des conditions de travail qui se dégradent, un accueil du public de plus en plus souvent indigne, des choix politiques qui favorisent les privilégié-e-s et les comportements individualistes. La FSU est toujours présente dans ces luttes : elle est au cœur des actions qui se veulent unitaires, elle soutient les personnels hospitaliers, les cheminots, les associations de défense des biens communs...

Le gouvernement actuel, avec ses affidés au Parlement, mène des reformes TGV : lancé à pleine vitesse, le regard rivé sur son objectif libéral, il se refuse à voir les petites gares et les lignes dites secondaires (le monde rural, les précaires, les retraité e s peu mobiles, les quartiers défavorisés...). Obsédé par la croissance et la compétitivité de quelques-un.e.s, il se refuse à voir les inégalités se creuser, l'hostilité croissante de ces exclu-e-s pour les institutions, malgré les alertes récurrentes. Bref ces « premiers de cordée » là coupent allègrement la corde une fois arrivés au sommet.

29 > 06 NOV DEC

Votez !



La FSU se bat pour faire arrêter ce rouleau compresseur. Elle se bat pour empêcher l'abandon au secteur privé de missions publiques qui ne seraient utiles qu'aux actionnaires, des mises en concurrence qui ne garantissent aucun avantage pour les usager-es, des réductions de moyens publics pourtant nécessaires. En d'autres termes, le combat de la FSU se situe bien pour l'intérêt général, contre les intérêts particuliers d'une classe dominante.

Edito

F.S.U. Gironde 44 cours Aristide Briand 33000 Bordeaux tél : 05 47 33 29 23 fsu33@fsu.fr

NOUVEAU site : www.fsu.33.fsu.fr

N°ISSN: 1278-8635 N° CPPAP: 0715 S 08131

Directeur de la Publication : Graziella Danguy. 44 cours Aristide Briand 33000 Bordeaux Prix 0,70 euros

Imprimé Imprimerie Lestrade 1 av Jean Zay - BP20079 33151 CENON Cedex

Ce bulletin vous a été adressé grâce au fichier informatique de la FSU de Gironde. Conformément à la loi du 8 janvier 1978, vous pouvez avoir accès aux informations vous concernant ou les faire effacer en vous adressant à la FSU GIRONDE, 44 cours Aristide Briand, 33000 Bordeaux

Sans opposition forte, sans militant-es fermes dans les instances où les agent-es sont représenté-es, sans contre argumentation pour démontrer le besoin d'un maintien des services publics et du statut de la Fonction Publique, c'est le modèle social français qui sera mis à terre. La FSU n'accompagnera pas ces reculs pour grignoter quelques aumônes. Par ses attaques contre le statut le gouvernement affaiblit la démocratie, notamment la démocratie sociale. En participant massivement au scrutin, en votant, les agents montreront leur attachement aux principes contenus dans le statut et à la démocratie sociale.

La fonction publique est un pilier du modèle social de notre pays : elle joue un rôle essentiel dans la cohésion sociale et contribue à construire l'égalité partout. Battons-nous pour la préserver, ensemble. Du 29 novembre au 06 décembre votez et faites voter pour la FSU et ses syndicats.

Laurence Laborde, François Richard, Alain Reiller Co-Secrétaires Départementaux

Grid of 8 panels with portraits and text: 'Mais il sera toujours prêt à se lever pour vous', 'Mais elle usera de tous ses pouvoirs pour vous défendre au quotidien', etc.

La FSU regroupe 22 syndicats nationaux, elle constitue la deuxième organisation syndicale dans la fonction publique d'Etat. Elle lutte au quotidien pour la défense et le développement des services publics et à l'accès pour toutes et tous à l'éducation, la santé, la culture, la protection sociale, la justice. Par sa présence prépondérante dans la fonction publique, la FSU travaille à l'analyse des intérêts convergents des fonctionnaires d'Etat, territoriaux et de santé et impulse des actions interprofessionnelles.

# La FSU dans l'action sociale et professionnelle

Dans l'action, la FSU s'est largement investie dans la bataille de la réduction des inégalités, la répartition des richesses et l'amélioration de nos conditions de travail dans tous les métiers. Elle a réussi à créer les leviers d'une convergence qui doit s'accroître maintenant pour pouvoir obtenir des avancées sociales durables.

Quelques exemples des dernières manifestations de 2018...

12 novembre : 1500 manifestants à l'appel de la FSU contre les suppressions de postes dans l'éduc, la précarité, les réformes...



13 janvier, 23 juin : tractage et manifestation pour le manifeste pour le service public du XXI<sup>ème</sup> siècle qui fait l'égalité et la richesse !



27 septembre : 200 manifestants contre la réforme de l'enseignement professionnel public.



24 octobre, 22 septembre et au printemps : défense de l'emploi Ford pour sauver 3000 familles.



19 octobre 2018 : pour que les retraités puissent toujours avoir des rêves !



1, 2 et 3 septembre : grève au lycée des Graves contre les classes à 36



13 juin Convergence retraités, jeunes, publics et privés pour l'emploi...



1<sup>er</sup> février : NON à ParcoursSup, la sélection et la mise en concurrence des établissements scolaires et universitaires. 3000 manifestants.



22 mars : manifestation et grève pour la défense des services publics. Manifestants sur Bordeaux



Mai juin : grèves et manifestations pour la défense du rail public de qualité sous statut d'Etat.



Avec #NousToutes déferlons à Paris le 24 novembre contre Toutes les violences faites aux femmes :  
Sexisme, harcèlement, agressions, viols, féminicides...

En 2017, une seule structure d'accueil sécurisée : l'APAFED, 34 places

Sur **641 / 71**  
demandes d'herbergement / femmes hébergées

En Gironde, nous exigeons des hébergements d'urgence sécurisés à la hauteur des besoins

Ensemble agissons !

Rejoignez, soutenez, participez  
**NousToutes33**  
noustoutes33@gmail.com

24 novembre : plusieurs milliers de femmes dans les rues pour l'égalité et contre les violences (chiffres non connus au moment de mettre sous presse).



Nombreuses manifestations de soutien pour les réfugiés et les sans-papiers.

**120 000 EMPLOIS SUPPRIMÉS SANS NUIRE À LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC ?**

Et vous croyez qu'on va avaler ces sottises ?

Découvrez ce que fait la FSU pour défendre l'emploi des fonctionnaires

En voir + sur [www.fsu.fr](http://www.fsu.fr)

ENGAGÉES AU QUOTIDIEN

Ca ne serait pas du pipeau ?

# « ...depuis qu'nos rêves sont indexés sur le prix de l'essence... »

## La colère est grande !

Mais on le sait : tous les jours, on rencontre des collègues ou des amis harassés par des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader. Gouvernement après gouvernement, Président après Président, le discours est le même et la sensation d'être pris pour un idiot grandit. Les Français sont aujourd'hui cultivés, informés et observent le monde dans lequel ils sont projetés.

Les syndicats et de nombreuses associations de défense de l'humain dénoncent dans leur domaine respectif, ces régressions depuis des années. Les manifestations sur les retraites avaient rassemblé plusieurs millions de personnes dans la rue. Celles sur la loi travail des centaines de milliers (et ce, malgré l'absence de certains syndicats dits d'accompagnement »).

De nombreuses manifestations ou grèves catégorielles ont su gagner le soutien de l'opinion, même si ce fut certainement bien moins médiatisé que pour les gilets jaunes.

La FSU comprend la grogne générale : elle est légitime et doit bien évidemment se transformer en actions pour une société plus juste. La FSU dénonce depuis toujours l'ineptie du principe de « ruissellement » qui postule que si l'on donne aux riches, les pauvres finiront par être moins pauvres. Dans notre contexte capitaliste et consumériste, cela ne peut fonctionner. On le sait, Macron travaille pour les banquiers.

## Les gilets jaunes, faut-il en être ?

La FSU est engagée dans la transition énergétique. De même, elle est attachée à la défense, à la reconquête des services publics et donc, ne peut être contre l'impôt, nécessaire à leur financement !

Mais qui peut se faire piéger par la propagande gouvernementale, qui vise à

opposer gilets jaunes et intérêt général ?

- La taxe sur les carburants servirait à financer la transition énergétique ? Mensonge pour plus de 90%, c'est tout simplement un impôt indirect pour financer l'Etat. Il faut demander que 100% d'une taxe abaissée serve à la transition énergétique.

- Les impôts indirects sont injustes pour les pauvres. Oui, les gilets jaunes ont raison : il faut baisser les taxes ! Mais il faut dans le même temps augmenter les impôts directs sur le revenu, leur progressivité, ainsi que les impôts sur le capital. Un.e syndicaliste doit ajouter cela.

- Il faut aussi revenir sur l'absurdité d'un système économique (celui de la mondialisation libérale) qui implique des milliers de km de transport à travers le monde, pour ramener vers les marchés les productions délocalisées. Il faut aussi lutter contre l'étalement urbain, re-densifier les villes avec une politique du logement permettant aux classes populaires de s'y loger, au lieu de les contraindre à chercher en grande périphérie des loyers ou des prix du sol abordables, en faisant chaque jour des dizaines de km.

- Il faut enfin promouvoir de façon volontariste les transports en commun, leur gratuité dans les métropoles et le ferroutage, pour en finir sur les autoroutes avec le tout camion.

Voilà une vraie politique visant la transition énergétique et limitant l'empreinte carbone.

## Le mouvement syndical

Quelle leçon peut nous donner ce gouvernement dont la politique est aux antipodes de ces objectifs ?

On se souvient tous des cars Macron...

## HK, sans haine et sans violence

Ce gouvernement fait face à un mouvement social légitime.

Le mouvement syndical doit le dire et se solidariser avec ce mouvement social inédit dans sa forme. Mais, bien sûr, il doit le faire dans la clarté de ses objectifs et pointer ce qui, ça et là, peut être inacceptable.

Il doit le faire, car les populations salariées que touche le mouvement syndical, tout comme les populations moins organisées de cette « France périphérique » qui forme des noyaux importants du mouvement des gilets jaunes seront également touchées par ce qui nous attend tous dans les mois qui viennent :

- La dégradation des services publics de proximité. Le basculement vers le tout numérique. Le management des fonctionnaires qui n'ont plus le temps d'avoir l'attention nécessaire aux usagers. Le plan CAP 2022 va toucher tout autant les fonctionnaires que les usagers, tout autant (et peut-être plus) la France périphérique que la France des métropoles !

- La réforme des retraites qui va se traduire pour tous par une baisse des pensions, avec la fin de la garantie d'un taux de remplacement correspondant au salaire et la fin du principe de solidarité générationnelle, au profit d'une accumulation individualisée de points (à la valeur finale non garantie !).

C'est tous ensemble qu'il faut se préparer à ces combats. On ne peut pas penser que sur la base d'une défaite des gilets jaunes, le mouvement syndical puisse ensuite être victorieux sur ces batailles. Il faut que ce mouvement des gilets jaunes soit le début d'un redressement des mobilisations populaires et que le mouvement syndical s'y inscrive à part entière, sur des bases unitaires autant que possible.



# Peser sur des choix qui nous concernent

En décembre 2018, les fonctionnaires seront appelé-e-s à élire leurs nouveaux et nouvelles représentant-e-s dans un contexte inédit de remise en cause de leurs statuts et de leurs droits, et plus largement dans un contexte de fort désinvestissement de l'État de tous les Services Publics.

Nous avons besoin d'une représentation forte de la FSU dans toutes les instances où les agent-e-s sont représenté-e-s pour défendre et renforcer les Services Publics et pour montrer notre attachement au statut et à la démocratie sociale.

## Les raisons de voter et de faire voter

### • Pour promouvoir une fonction publique au service de l'intérêt général.

Le Gouvernement engage une réforme d'ampleur de la fonction publique, baptisée « Chantier action publique 2022 ou CAP 2022 » : réduction massive du nombre de fonctionnaires, généralisation du recrutement par contrat (et donc affaiblissement, puis progressivement, disparition du statut), encouragement aux départs et aux reconversions hors de la FP, mobilité forcée, développement d'un management centré sur l'individualisation par le recours aux contrats pour « donner davantage de souplesse dans les recrutements » et par la rémunération au mérite. A travers la fonction publique, c'est notre modèle social qui est visé ; moins de Services Publics se traduira par davantage de services marchands et donc plus d'inégalités dans l'accès aux droits. L'avenir de la FP nous concerne en tant que fonctionnaires, mais il nous concerne aussi en tant que citoyen-nes. Défendre le statut, garant de la qualité et de la neutralité du Service Public, c'est défendre un modèle social qui repose sur la solidarité.

**Voter FSU c'est donner du poids à une fédération dont les militant-es se battent pour les Services Publics, en défendant leur qualité et leur implantation sur l'ensemble du territoire, en exigeant la création d'emplois qualifiés, pérennes et de qualité.**

La FSU demande parallèlement qu'un véritable plan de titularisation des contractuels soit mis en discussion immédiatement. Elle se situe bien pour l'intérêt général, contre les intérêts particuliers (secteur privé et ses actionnaires). Elle se bat pour une réelle politique sociale, garantissant une protection sociale de haut niveau pour tous et pour une politique ambitieuse des salaires, des pensions et de l'emploi.

Elle se mobilise pour la préservation des libertés individuelles et collectives et les Droits de l'Homme en France et dans le monde contre toutes les discriminations et exclusions – racisme, sexisme, homophobies, xénophobie ... -, pour la paix et le désarmement et pour la prise en

compte de la transition écologique comme enjeu majeur de notre société.

### • Pour le paritarisme et le travail de vos élu-es.

Le projet présenté par le gouvernement, avec la suppression du paritarisme a pour but de « faciliter une déconcentration managériale de la Fonction Publique », qui mettra à mal la défense des personnels par les élu-es.

La possible fusion des CHSCT (comités hygiène, sécurité, conditions de travail) avec les CT (comités techniques), ouvrirait la porte au non-respect par les employeurs publics de leurs obligations en matière de santé et sécurité au travail. Le projet de dessaisir les CAP (commissions administratives paritaires) de la plupart de leur compétences - projets de mouvement des personnels, établissement des listes d'aptitude et des tableaux d'avancement annuels nominatifs, certaines sanctions disciplinaires - donnerait davantage de marge de manœuvre aux chefs de service et d'établissement. Contourner ainsi les élu-es des personnels est en contradiction avec le statut qui prévoit notamment que les fonctionnaires participent, par l'intermédiaire de leurs représentant-es, à leur gestion collective et à l'organisation des services publics.

**Voter FSU c'est au contraire renforcer le travail réalisé actuellement par ses représentant.e.s et les élu.e.s pour améliorer les conditions de travail, garantir l'égalité de traitement, proposer des améliorations et protéger les personnels de l'arbitraire de certaines hiérarchies ou des erreurs de l'administration. C'est envoyer un signal fort au gouvernement pour défendre le paritarisme.**

### • Pour défendre nos retraites

Le projet de réforme des retraites ne fait plus mystère : sous couvert de « simplification et d'équité », nous savons que ce projet va supprimer les régimes des fonctionnaires et les régimes spéciaux, entraîner une dégradation des pensions pour des pans entiers de la population, qu'il va pénaliser les femmes, les carrières non linéaires, celles et ceux qui

ont cumulé les CDD ou les temps partiels... Enfin, un tel projet remet en cause tous les mécanismes de solidarité en promouvant une accumulation individuelle de points : salarié-es du public comme du privé sont pareillement concerné-es. C'est donc une réforme à combattre résolument. Les retraité-es actuel-les ne s'y sont d'ailleurs pas trompé-es qui se sont mobilisé-es en nombre les 3, 9 et 18 octobre contre les attaques qu'ils-elles subissent et qui préfigurent ce que sera la réforme.

Voter FSU c'est peser pour le maintien de notre système à prestation définie et qui, quel que soit le mode de calcul, assure quasiment un même taux de remplacement public/privé. La FSU défendra un scénario durable et solidaire, du système collectif de retraites par répartition. Elle rappelle son attachement au code des pensions et s'opposera à sa disparition programmée en 2025. Elle revendique un haut niveau de pension pour toutes et tous, la résorption des inégalités entre les femmes et les hommes, la possibilité de départ à la retraite à 60 ans, l'annulation de la décote et une indexation des pensions sur l'évolution des salaires, à rebours de la politique de gel des pensions menée actuellement.

Pour la FSU, renouveler le contrat entre les générations suppose un accord sur le niveau futur des pensions et donc sur leur financement. Cela nécessite de préciser la prise en compte des droits familiaux et conjugaux, l'extension à des droits nouveaux (prise en compte des années d'étude, du statut des aidants, prise en compte du travail à l'étranger...) et de garantir une évolution des pensions parallèle à celle des salaires. Et avec l'augmentation du nombre de retraité-es, la France doit consacrer une part plus importante des richesses qu'elle produit à la redistribution envers les retraité-es contrairement à la règle retenue par le gouvernement de plafonner cette part des richesses à son niveau actuel, voire de le diminuer.

**Voter FSU c'est exprimer le rejet de tout projet qui mettrait à mal les solidarités, c'est participer à un projet de transformation sociale.**